



PRÉFECTURE DE LA MARNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

COMMUNE DE COUVROT

Définition des périmètres de protection  
du captage communal

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Le Préfet  
de la région Champagne Ardenne,  
Préfet du département de la Marne,  
Officier de la Légion d'Honneur,

VU :

- le code de l'environnement et en particulier ses articles L214-1 à L214-4 et L215-13,
- le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles R 11-4 à R 11-14,
- le code de la Santé Publique, ses articles L 1321-2 et L 1321-3 modifiés par la loi n° 2004-806 du 9 août 2004, et R 1321-6 et R 1321-7,
- le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123-16 et R 123-23,
- le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article R2224-34,
- les décrets n°s 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration et à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration,
- le décret n° 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origines agricoles,
- l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche et de Monsieur le Ministre de l'Environnement en date du 22 novembre 1993 relatif au Code des bonnes pratiques agricoles,
- l'arrêté de Monsieur le Ministre de l'Emploi et de la Solidarité en date du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers concernant les eaux destinées à la consommation humaine,

- l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2003 relatif au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990, relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- la circulaire interministérielle n° 97-2 du 2 janvier 1997 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- le plan d'occupation des sols de la commune de Couvrot élaboré le 14 Juin 1976,
- le dossier de définition des périmètres de protection du captage communal situé au lieudit « La prairie» parcelle n° 115, section AB, indice de classement : 225-3X-0036, destiné à l'alimentation en eau potable de la commune de Couvrot comprenant le rapport hydrogéologique du 28 Novembre 1993 et les plan et états parcellaires des terrains inclus dans les périmètres,
- la délibération n° 03/20 en date du 17 Octobre 2003 adoptant la définition des périmètres de protection et portant engagement d'indemniser les propriétaires des parcelles frappées de servitudes de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par l'imposition de ces servitudes,
- le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral en date du 24 Octobre 2005, dans la commune de Couvrot en vue de la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du captage communal (lieudit «La Prairie»),

#### **CONSIDERANT :**

- l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 12 septembre 2006,
- l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 27 Décembre 2005,
- le courrier de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires de la Marne en date du 19 Janvier 2004 sur les résultats de l'enquête,

Sur la proposition de Madame la Directrice Régionale, Directrice Départementale par interim des Affaires Sanitaires et Sociales de la Marne,

### **A R R E T E**

#### **ARTICLE 1 : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Sont déclarés d'utilité publique :

- les périmètres de protection du captage AEP de la commune de Couvrot situé sur son territoire au lieu-dit «La Prairie» section AB, parcelle n° 115, indice de classement : 225-3X-0036, réalisé par la commune en vue de son alimentation en eau potable,



- l'imposition des servitudes en ce qui concerne les périmètres de protection rapprochée et éloignée, tels qu'ils figurent sur les plan et états parcellaires annexés à cet arrêté et consultables en mairie de Couvrot.

## **ARTICLE 2 : INDEMNISATION**

Conformément à l'engagement pris par le conseil municipal de Couvrot dans sa séance du 17 Octobre 2003, la commune devra indemniser les propriétaires des parcelles frappées de servitudes de tous les dommages qu'ils pourraient prouver leur avoir été causés par l'imposition de ces servitudes.

## **ARTICLE 3 : PRELEVEMENT**

La commune de Couvrot est autorisée à utiliser, à des fins de consommation humaine, l'eau prélevée dans le milieu naturel du captage au lieudit «La Prairie» sur son territoire.

Les volumes à prélever par la commune de Couvrot sur le captage situé sur le territoire ne pourront excéder **40 m<sup>3</sup>/heure ou 450 m<sup>3</sup>/jour**.

## **ARTICLE 4 : AUTORISATION SANITAIRE**

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique (annexes 13-1-I et 13-2-II), lorsqu'elles devront être traitées, le procédé de traitement, son installation et son fonctionnement sont soumis à autorisation.

Si la chloration de l'eau s'avérait nécessaire, elle ne s'effectuera pas à la crépine. Un dispositif de prélèvement devra permettre le prélèvement pour analyser l'eau brute.

## **ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

Conformément à l'arrêté du 26 Juillet 2002 susvisé, toutes modifications des caractéristiques définies dans la présente autorisation devront faire l'objet d'un arrêté préfectoral.

En cas d'abandon du captage, un arrêté préfectoral devra être pris pour annuler la déclaration d'utilité publique.

## **ARTICLE 6 : DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION**

Il est établi autour du captage un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée en application des dispositions des articles L 1321-2 et L 1321-3 du Code de la Santé Publique, conformément aux indications du plan et des états parcellaires joints ou consultables en mairie de Couvrot, siège de l'enquête.

Un périmètre éloigné est également fixé conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints ou consultables en mairie de Couvrot, siège de l'enquête.

Le périmètre de protection immédiat, dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété, sera clôturé conformément au plan parcellaire joint, à la diligence et aux frais de la commune de Couvrot.

**La superficie du périmètre de protection immédiate est de : 69 a 35 ca.**

**Le périmètre de protection rapprochée** dont la superficie est de : 2 ha 45 a 76 ca et le **périmètre de protection éloignée** dont la superficie est de : 112 ha 59 a 28 ca sont définis sur le plan et l'état parcellaire joints.

## **ARTICLE 7**

### **I- A L'INTERIEUR DU PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE :**

Sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau. Ce périmètre doit être propriété de la commune de Couvrot et compte tenu de la superficie, seule la parcelle n° 115 devra être clôturée pour en interdire l'accès à toute personne étrangère au Service des Eaux et éviter la pénétration du gibier. Ce périmètre devra être débroussaillé et régulièrement entretenu. L'usage de produits phytosanitaires est interdit. Un panneau indiquera que ces parcelles n°s 225, 226, 227 et 228 se situent dans un périmètre de protection et que toute activité y est strictement interdite (stationnement de véhicules, dépôts etc...).

### **II- A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE ET ELOIGNEE :**

Sont soit interdites, soit soumises à réglementation spécifique, soit soumises à la réglementation générale, les activités suivantes :

#### **1- TRAVAUX SOUTERRAINS**

##### **Forages, excavations, remblayage**

**Dans le périmètre de protection rapprochée :** interdit (sauf les ouvrages d'alimentation en eau publique), pour ne pas risquer d'interférence avec les captages AEP.

Les ouvrages existants sont autorisés, mais devront être, si besoin, protégés (pour les puits, margelle et couverture suffisamment étanches pour empêcher la pénétration des animaux et de tout corps étranger), mise en place d'une dalle de ciment (présentant une pente vers l'extérieur) sur 2 m autour de la tête de l'ouvrage en vue d'assurer une protection contre les infiltrations superficielles, fermeture de l'ouvrage par un capot étanche muni d'un cadenas ou par un bâtiment fermé à clé permettant d'éliminer le risque d'introduction directe de produits polluants dans la nappe.

Si la pompe est mue par un moteur thermique, le réservoir de carburant devra être placé sur rétention.

**Dans le périmètre de protection éloignée :** conforme à la réglementation générale.

Si besoin, les ouvrages existants devront être étanchéifiés et clos.

Les forages (ou captages) d'eau de tiers captant le même aquifère seront implantés et exploités de telle sorte qu'ils ne puissent, en aucun cas, modifier les écoulements actuels de la nappe au droit du point d'eau.

Les ouvrages feront l'objet de protections spécifiques : cimentation dans la zone non saturée, margelle, capot de fermeture cadenassé.

Si la pompe est mue par un moteur thermique, la réserve de carburant sera installée dans un bac de rétention.



### Sondages de reconnaissance

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* Les sondages de reconnaissance et l'ouverture d'excavation de plus de 2m de profondeur sont autorisés dans le périmètre de protection rapprochée sous réserve d'étude d'impact

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale

### L'ouverture et l'exploitation de carrières touchant la nappe

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée :* devront, en plus de la réglementation générale, être équipées de forages de contrôle de la qualité de la nappe en aval hydraulique immédiat.

### L'ouverture d'excavation de plus de 2 m de profondeur

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* L'ouverture d'excavation de plus de 2 m de profondeur est autorisée dans le périmètre de protection rapprochée sous réserve d'étude d'impact.

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale.

### Le remblayage d'excavation de plus de 2 m de profondeur

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* sera réalisé à l'aide de matériaux naturels inertes pour les excavations et carrières existantes et pour les excavations autres que carrières à ciel ouvert. Lors du comblement de ces tranchées, la partie supérieure recevra sur 0,50 m des matériaux de faible perméabilité (limon ou argile).

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale.

### Réalisation de mares, étangs

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale

## 2- STOCKAGES ET DEPOTS

### Les dépôts de produits polluants, de déchets solides

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée :* seront réalisés sur des aires étanches.

Les modalités de contrôle seront définies par le service compétent. Un ou plusieurs piézomètres seront implantés en aval du dépôt et dans lesquels les eaux souterraines seront prélevées et analysées régulièrement.

### **Stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables**

***Dans le périmètre de protection rapprochée*** : interdit.

Pour le bâti existant, les cuves enterrées peuvent être admises dans l'enceinte du périmètre de protection rapprochée mais elles doivent répondre, selon la réglementation générale, aux exigences suivantes (arrêté du 1 juillet 2004) :

- les réservoirs à sécurité renforcée (double paroi) sont admis en stockage enterré.

*ou bien* :

- les réservoirs doivent être placés dans une cuvette étanche et incombustible dont la capacité correspond à 100 % de la capacité du réservoir.

***Dans le périmètre de protection éloignée*** : conforme à la réglementation générale.

### **Stockage de produits destinés aux cultures**

***Dans le périmètre de protection rapprochée*** : interdit.

***Dans le périmètre de protection éloignée*** :

a) Effluents d'élevage et produits organiques destinés à la fertilisation des sols

- Pour les produits liquides ou pâteux (MS (matières sèches) < 25%), les stockages seront sur aire étanche avec récupération des jus. Un forage de contrôle de la qualité de la nappe pourra être mis en place à l'aplomb des bassins de stockage, par la collectivité responsable de la distribution d'eau, dans le but de s'assurer de leur parfaite étanchéité.

- Pour les produits solides (MS > 25%) les stockages de longue durée (> 6 mois) ou situés toujours au même endroit seront sur aire étanche avec récupération des jus.

- Pour les stockages temporaires (< 6 mois), en bout de champ, quantité stockée limitée aux besoins des parcelles à épandre, pas de stockage deux années consécutives au même endroit.

b) Engrais liquides minéraux ou de synthèse

Application de l'article 160 bis du Règlement Sanitaire Départemental modifié par arrêté préfectoral du 27/10/1998.

Un forage de contrôle de la qualité de la nappe pourra être mis en place à l'aplomb des stockages, par la collectivité responsable de la distribution d'eau, dans le but de s'assurer de l'absence d'impact de cette activité délicate sur la qualité des eaux souterraines.

c) Engrais solides minéraux ou de synthèse et produits phytosanitaires

Application de la réglementation générale.

### **Stockage des eaux usées urbaines ou industrielles**

***Dans le périmètre de protection rapprochée*** : interdit

***Dans le périmètre de protection éloignée*** : seront réalisées dans des bassins étanches. Les procès verbaux d'essais d'étanchéité seront effectués avant la mise en service des ouvrages. Un forage de contrôle de la qualité de la nappe pourra être mis en place à l'aplomb des bassins de stockage, par la collectivité responsable de la distribution d'eau, dans le but de s'assurer de leur parfaite étanchéité.



Station d'épuration, lagunage, bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains

*Dans le périmètre de protection rapprochée* : interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée* : conforme à la réglementation générale

**3- CANALISATIONS**

Toutes les canalisations, sauf les collecteurs d'eaux pluviales

*Dans le périmètre de protection rapprochée* : autorisées avec étanchéité renforcée. Des procès-verbaux d'essais d'étanchéité seront réalisés avant la mise en service des conduites. Une inspection vidéo de la canalisation sera réalisée tous les 5 ans, les contrôles d'étanchéité seront annuels.

*Dans le périmètre de protection éloignée* : conforme à la réglementation générale

Pour les conduites de transport d'hydrocarbures ou de produits chimiques

*Dans le périmètre de protection rapprochée* : interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée* : conforme à la réglementation générale

**4- REJETS**

Les rejets d'eaux usées domestiques

*Dans le périmètre de protection rapprochée* : interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée* : conforme à la réglementation générale

Les rejets d'eaux usées

*Dans le périmètre de protection rapprochée* : interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée* : sont soumis à autorisation. Le service compétent précisera l'implantation du point de rejet, la filière de traitement et les modalités de contrôle.

Puits filtrants

*Dans le périmètre de protection rapprochée* : interdit. Les puits filtrants existants devront être bouchés avec des matériaux imperméables et inertes et remplacés par d'autres ouvrages d'assainissement.

*Dans le périmètre de protection éloignée* : conforme à la réglementation générale

### **Bassins d'infiltration et puits filtrants d'eaux pluviales**

*Dans le périmètre de protection rapprochée* : autorisé uniquement pour les eaux issues des toitures.

*Dans le périmètre de protection éloignée* : les eaux de bassins d'infiltration seront au préalable passées dans un débourbeur-déshuileur. Les bassins seront équipés en aval d'un forage de contrôle de la qualité de la nappe ou d'un puits de sécurité en cas de déversement accidentel.

## **5- CONSTRUCTIONS – BATIMENTS – ROUTES**

### **Habitations raccordées à un assainissement collectif**

*Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée* : conforme à la réglementation générale

### **Habitations avec assainissement autonome**

*Dans le périmètre de protection rapprochée* : interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée* : conforme à la réglementation générale

### **Camping, caravanning et annexes, cimetières, activités artisanales et industrielles**

*Dans le périmètre de protection rapprochée* : interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée* : conforme à la réglementation générale

### **Bâtiments agricoles**

*Dans le périmètre de protection rapprochée* : interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée* :

a) *Hangar pour matériel*

- Autorisé avec respect des articles relatifs au stockage de produits à risque

b) *Local couvert pour stockage de produits agricoles (légumes, céréales,...) sans dépôt de déchets aux abords*

Autorisé

c) *Bâtiments d'élevage*

Respect de la réglementation générale

### **Silos produisant des jus de fermentation**

*Dans le périmètre de protection rapprochée* : interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée* : étanchéité de la plate-forme et récupération des jus.



### Les travaux de voirie et création de voies nouvelles

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* sont autorisés sous réserve d'utiliser des matériaux inertes. Il sera nécessaire d'imperméabiliser les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement du CD n° 502, le long de la protection immédiate. L'emploi d'herbicides est interdit pour le traitement des accotements de la route.

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale

### Autres constructions

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale

## **6- ACTIVITES AGRICOLES**

### Drainage agricole, maraîchage, serres et pépinières

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* interdit, sauf pour l'existant.

*Dans le périmètre de protection éloignée :* conforme à la réglementation générale

### Grandes cultures

*Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée :* réglementation générale

### Epandage de produits fertilisants

*Dans le périmètre de protection rapprochée :* Fumiers, lisiers et produits organiques d'origine fécale (boues de station d'épuration, fientes, composts, vinasses....)  
Interdit

*Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée :* Raisonnement de la fertilisation en fonction des besoins de la culture suivante et en prenant en compte les apports et fournitures de toute nature. La pratique de l'irrigation sur culture légumière pourra faire l'objet de contrôles de la qualité des eaux d'imbibition de la craie à 2,5 m de profondeur sous les parcelles épandues, à la demande des Service de l'Etat chargés du suivi des épandages ou de la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Pratiquer le couvert végétal en hiver pour diminuer le lessivage et le transfert vers la nappe des produits utilisés.

### Utilisation de produits phytosanitaires

*Dans le périmètre de protection rapprochée,* l'utilisation de désherbants à vie longue comme les triazines ou le diuron, est interdite. Les insecticides de sol sont fortement déconseillés.

*Dans le périmètre de protection éloignée,* l'utilisation de désherbant à vie longue, comme les triazines ou le diuron, ainsi que les insecticides de sol, est fortement déconseillée.

***Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée :***

Lors de contrôle de la qualité des eaux, toute détection de traces de produits phytosanitaires en limite de conformité, entraînera une surveillance renforcée à la fréquence du contrôle bactériologique effectué par la DDASS. En cas de dépassement fréquent de la concentration maximale admissible (cf. avis du CSHPF du 7 juillet 1998), la distribution de l'eau pour alimentation humaine ne sera plus permise et des travaux d'amélioration devront être entrepris.

Les vidanges de fond de cuve et le rinçage des pulvérisateurs sont éliminés, selon les recommandations des organismes professionnels, hors des périmètres.

**Abreuvoirs et abris**

***Dans le périmètre de protection rapprochée :*** les abreuvoirs et abris d'animaux seront installés à plus de 100 m des ouvrages de captage.

***Dans le périmètre de protection éloignée :*** conforme à la réglementation générale

**Pacage des animaux et installations mobiles de traite**

***Dans les périmètres de protection rapprochée et éloignée :*** conforme à la réglementation générale

**TRAVAUX ET ACTIONS**

**Dans le périmètre de protection immédiate :**

↳ Le périmètre de protection immédiate doit être propriété de la commune qui devra donc acquérir la parcelle 227.

↳ La chloration, actuellement réalisée dans le puits, doit être déplacée sur la colonne de refoulement et deux robinets de prélèvement seront installés avant et après traitement.

↳ La tête de puits doit être rehaussée pour éviter toute pénétration d'eau superficielle, le nouveau capot sera étanche.

↳ La station doit être aménagée pour éviter toute infiltration d'eau de ruissellement, la structure du bâtiment nécessite une réhabilitation.

↳ La parcelle 115, où se trouve la station de pompage, doit être clôturée et munie d'une porte fermant à clé.

↳ Les parcelles 226 et 228 sont engazonnées.

↳ Les parcelles 225 et 227 sont actuellement clôturées et en cours de remblaiement avec des matériaux neutres. A terme, celles-ci devront être engazonnées.

↳ On notera une servitude de passage dans le périmètre de protection immédiate pour accéder à la peupleraie située parcelle 112. Ce chemin est situé en contre bas des installations et son usage reste limité à l'accès de cette parcelle.



### **Dans le périmètre de protection rapprochée :**

- ↳ Un fossé étanche doit être réalisé au droit des parcelles 225 et 226, le long du CD N° 502, sur environ 100 m.
- ↳ Le désouchage chimique de la peupleraie, parcelle 112, est pros crit.
- ↳ L'étanchéité de la canalisation d'eaux usées est à vérifier.
- ↳ Le captage étant implanté le long du CD N°502 entre la Marne et le canal, un plan d'alerte sera mis en place pour organiser l'intervention en cas de pollution accidentelle.
- ↳ La prise d'eau agricole doit être protégée par un dispositif permettant de réaliser une prise d'air en cas de contre-pression.

Le Maire de la commune de Couvrot veillera à l'application des prescriptions énoncées. En outre peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait être soumis pour avis au service chargé de la police de l'eau, toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

### **ARTICLE 8 : DELAIS**

Il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres de protection pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication sur les terrains compris dans les périmètres prévus à l'article 6 dans un délai de :

- six mois pour les dépôts,
- deux ans pour les activités et installations,

à compter de la date de publication au Bulletin d'Informations et Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Marne.

### **ARTICLE 9 : ACQUISITION DES TERRAINS**

Le maire de Couvrot agissant au nom de la commune est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles R11-4 à R11-14, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution du périmètre de protection immédiate du captage communal.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

### **ARTICLE 10 : SANCTIONS**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L216-3, L216-4, L216-5, L216-6, L216-8 et L216-9 du Code de l'Environnement et par les articles L1312-1 et L1324-1 du Code de la Santé Publique.

## ARTICLE 11 : MISE EN COMPATIBILITE DU P.O.S

Le présent arrêté emporte approbation des nouvelles dispositions du Plan d'Occupation des Sols de la Commune de Couvrot, conformément aux documents annexés au présent arrêté,

qui peuvent être consultés :

- à la préfecture de la Marne – Direction des Relations avec les Collectivités Locales - 1 rue de Jessaint – 51036 Châlons en Champagne cedex
- à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
- à la Direction Départementale de l'Equipement
- à la Mairie de Couvrot

M. le Maire de Couvrot procédera aux mesures de publicité prévues au premier alinéa de l'article R 123-25 du code de l'urbanisme.

## ARTICLE 12 : INFORMATION DES PROPRIETAIRES

Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du maire de la commune de Couvrot :

- d'une part : notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection,

- d'autre part : publié à la conservation des hypothèques du Département de la Marne et au Recueil des actes administratifs de la Préfecture,

- et annexé au P.O.S de la commune de Couvrot dans un délai de trois mois.

## ARTICLE 13 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication auprès de M. le Président du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex).

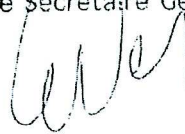
## ARTICLE 14 : EXECUTION – DIFFUSION

Madame la Directrice Régionale, Directrice Départementale par intérim des Affaires Sanitaires et Sociales de la Marne, M. le Directeur Départemental Délégué de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Maire de la commune de Couvrot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Marne et dont ampliation sera adressée pour information, à M. le Directeur Départemental Délégué de l'Equipement de la Marne.

A Châlons-en-Champagne, le 3 001 2006

le Préfet

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



Raymond LE DEUN

Pour copie conforme et pour ampliation  
Pour la La Directrice Régionale des Affaires Sanitaires  
et Sociales de Champagne-Ardenne,  
Directrice Départementale de la Marne, par intérim  
L'ingénieur Départemental du Génie Sanitaire  
Laurent CAFFET